



Union pour le "business"

Les 3 et 4 juillet, le patronat international s'est réuni à Marseille pour célébrer le monde sans frontière des affaires en Méditerranée : Med Business Days, ce sont deux jours où les patrons se sont retrouvés entre eux, sous l'étonnant parrainage conjoint de la région PACA, du Conseil Général des Bouches-du-Rhône et de la ville de Marseille. Deux jours entièrement consacrés au « business » pour, comme l'indique la présidente du Medef, « s'informer sur les marchés, trouver les opportunités d'affaires et surtout faire entendre la voix du monde des affaires » à la veille du lancement de l'Union pour la Méditerranée.

Le monde des affaires, n'est pas le nôtre. C'est celui des actionnaires, des dividendes gagnés sur le dos des salariés. C'est celui des donneurs d'ordre comme ceux qui ont jeté à la rue les 39 d'Adoma, démantelé des dizaines d'entreprises et précipité la ville de Marseille aux mains des promoteurs immobiliers. C'est ce monde qui exploite en France des milliers de travailleurs sans papiers. C'est celui que dénoncent les jeunes de Redeyef, en Tunisie, révoltés contre le chômage, la corruption et le clientélisme. Celui que montrent du doigt les habitants de Sidi Ifni, au Maroc et tous les jeunes Marocains diplômés et sans travail. C'est celui qui spéculé sur les céréales, provoquant des émeutes de la faim dans les villages d'Égypte et d'ailleurs.

Quelle Union pour la Méditerranée peut bien créer ce monde là ?

Sur la rive nord, l'Union Européenne néolibérale est déjà à l'œuvre. Elle démantèle tous les systèmes de protection sociale et jette les travailleurs dans une concurrence meurtrière. Une législation honteuse et 18 mois d'enfermement, c'est l'unique réponse que cette Europe du capital adresse aux milliers d'hommes et de femmes méditerranéens qui tentent de la rejoindre au risque de leur vie.

Sur la rive sud, les populations sont sous le joug de régimes autoritaires déjà tout acquis au néolibéralisme. La misère et la répression sont le lot quotidien des peuples de la Méditerranée dont les dirigeants ne doivent souvent leur pouvoir et leur fortune qu'à la complicité de l'occident. C'est à ces bons élèves du capitalisme que s'adresse l'Union pour la Méditerranée. Telle que l'a proposée Sarkozy, c'est un artifice ouvrant une voie royale au grand capital tout en contournant la délicate question de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne.

Ce n'est pas ce qu'il faut à la Méditerranée.

Cette région du monde, point de rencontre entre trois continents, est déchirée par les conflits. La guerre sévit en Palestine et dans tout le Proche-Orient depuis 60 ans. Le Sahara Occidental est en lutte contre le Maroc qui l'occupe depuis plus de 30 ans. Ce qu'il faut à la Méditerranée c'est d'abord la paix et l'application du droit international.

Ce qu'il lui faut aussi, du nord au sud et d'est en ouest, c'est la liberté, la justice sociale et la maîtrise des peuples sur leurs richesses nationales. Enfin souverains, ils pourront alors s'engager dans la voie d'une honnête coopération, au bénéfice de tous et de chacun.

Rien à voir avec le « business » !